

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

AGENCE DE PROMOTION
DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES

DIRECTION GENERALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SMALL AND MEDIUM SIZED
ENTERPRISES PROMOTION AGENCY

GENERAL DIRECTORATE

INTERNAL TENDERS BOARD

125-000000
N° 000000
AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE
L'ETUDE SUR LES ECHANGES INTERENTREPRISES (EN PROCEDURE
D'URGENCE).

FINANCEMENT : BUDGET APME, EXERCICE 2025.

1- **Objet de l'Appel d'Offres**

Le Directeur Général de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises (APME), Maître d'Ouvrage, lance un Appel d'Offres National Restreint relatif au recrutement d'un consultant pour la réalisation de l'étude sur les échanges interentreprises (en procédure d'urgence), au titre de l'exercice budgétaire 2025.

2- **Consistance des prestations**

Les prestations portent sur :

- ressortir un état des lieux des types et qualités de relations interentreprises existantes;
- mettre en exergue la cartographie des structures publiques et privées capables d'offrir des services d'intermédiaires ou de facilitateurs des échanges interentreprises sur le plan national et international, d'en tirer les leçons ainsi que les facteurs clés de réussite ;
- cartographier les offres de biens/services susceptibles d'être échangés entre les entreprises (PME et GE, PME et PME), et de faire ressortir les besoins en termes d'échanges de biens et services entre ces derniers ;
- capter le niveau d'attrait et d'aversion des entreprises camerounaises à effectuer ce type de transactions, d'en identifier les principaux facteurs limitant et d'en proposer des pistes de solutions ;
- proposer des indicateurs de performance.

3- **Tranches/Allotissement**

Les prestations sont constituées en un lot unique.

4- **Coût Prévisionnel**

Le coût prévisionnel de l'étude après les études préalables, est de douze millions cinq cent mille (12 500 000) FCFA TTC.

5- **Délai prévisionnel de réalisation des prestations**

Le délai maximum prévu par le Maître d'Ouvrage est de quatre (04) mois.

6- Participation et origine

La participation au présent Appel d'offres est restreinte aux BET/Consultants retenus à l'issue de l'Avis à sollicitation de manifestation d'intérêt N° 25-002/ASMI/APME/DG/DRHFM/SMPA/2025 du 1^{er} Avril 2025, paru dans le journal des marchés publics de l'ARMP.

Le présent Avis d'Appel d'Offres est ainsi adressé aux prestataires ci-après :

N°	Cabinet	Adresses
1	AYILA'AGENCY	B.P : Yaoundé, Tél : 697 37 75 46
2	Ets EMERGENCE	B.P : Yaoundé, Tél : 699 74 53 89
3	RESILIENCE SARL	B.P : Yaoundé, Tél : 691 19 97 19

7- Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres National Restreint sont financées par le budget de l'APME - Exercice 2025, sur la ligne d'imputation budgétaire N° 40 501 – 670 110

8- Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est la soumission en ligne.

9- Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission, acquitté à la main, délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO et valable pendant 30 jours au-delà de la date limite de validité des offres. Son montant s'élève à deux cent cinquante mille (250 000) FCFA.

La caution de soumission doit être accompagnée d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et des Consignations (CDEC) à l'ouverture des plis. L'absence de l'une de ces pièces à l'ouverture des plis entraînera le rejet de l'Offre.

Au cas où et, dans les conditions requises par la réglementation en vigueur, un chèque-banque ou chèque certifié est produit en lieu et place d'un cautionnement, il doit être libellé à l'ordre de la CDEC pour le compte du Directeur Général de l'Autorité Portuaire Nationale(MO).

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des marchés publics, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10- Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux heures ouvrables, dès publication du présent avis, auprès du Service des Marchés, du Patrimoine et des Approvisionnements de l'APME sise Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, Tél : 242 04 82 55/696 00 57 96.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11- Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du dossier peut être obtenue au Service des Marchés, du Patrimoine et des Approvisionnements de l'APME de l'Agence de Promotion des Petites et Moyennes Entreprises située à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA ; Tél. 242 04 82 55, dès publication du présent avis, sur présentation de l'original d'une quittance de **vingt mille (20 000) francs CFA** non remboursable, dans le **compte spécial CAS-ARMP ouvert à la BICEC**. La quittance devra préciser le numéro de l'Avis d'Appel d'Offres.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du dossier d'Appel d'Offre (DAO) par téléchargement gratuit sur la plateforme COLEPS disponible aux adresses sus indiquées pour la version électronique. Toutefois, la soumission en ligne est conditionnée par le paiement des frais d'achat du dossier de d'appel d'offres.

12- Remise des offres

Chaque cotation est rédigée en français ou en anglais.

a) Mode de soumission en ligne

L'offre est établie en français ou en anglais.

Les offres devront être transmises par le soumissionnaire sur la plateforme COLEPS au plus tard le **10 Juillet 2025 à 12 heures.**

Dans le même délai que ci-dessus, une copie de sauvegarde des offres enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous pli scellé avec l'indication claire et lisible « copie de sauvegarde », ainsi que la version physique de la caution de soumission accompagnée du récépissé délivré par la CDEC. Le pli devra être déposé sur décharge et portera la mention :

25-00000004 AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL RESTREINT
N° 00000004/AONR/APME/CIPM/2025 DU 10 JUIN 2025
RELATIF AU RECRUTEMENT D'UN CONSULTANT POUR LA REALISATION DE
L'ETUDE SUR LES ECHANGES INTERENTREPRISES, EN PROCEDURE D'URGENCE.
« A n'ouvrir qu'en séance de dépouillement »

b) Taille et format des fichiers

Les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme COLEPS et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- 5 MO pour le Dossier Administratif ;
- 15 MO pour l'Offre Technique ;
- 5 MO pour l'Offre Financière.

Les formats acceptés sont les suivants :

- Format PDF pour les documents textuels ;
- JPEG pour les images.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

13 - Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires ;

- les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt ;
- les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- les plis non-conformes au mode de soumission ;
- le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies;

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du DAO sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière agréée par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du DAO, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours. Une caution de soumission non timbrée, non accompagnée du récépissé de la CDEC ou n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14- Ouverture des plis

L'ouverture des offres se fera en deux temps.

L'ouverture des enveloppes contenant les pièces administratives et techniques aura lieu le **10 Juillet 2025 à 13 heures**, heure locale, par la Commission Interne de Passation des Marchés auprès de l'APME dans la Salle des réunions de l'APME en présence des soumissionnaires ou de leurs représentants (un représentant par soumissionnaire) dûment mandatés et ayant une parfaite connaissance du dossier.

L'ouverture des offres financières se fera après l'évaluation technique et ne concernera que les soumissionnaires ayant obtenu une note technique égale ou supérieure au seuil de qualification.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou autorité administrative compétente, conformément **aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.**

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

15- Critères d'évaluation

Les critères d'évaluation sont les suivantes :

15.1 - Critères éliminatoires

Les critères éliminatoires fixent les conditions minimales à remplir pour être admis à l'évaluation suivant les critères essentiels. Il s'agit notamment de :

Critères éliminatoires relatifs au dossier administratif	
1	l'absence ou la non-conformité du cautionnement de soumission timbré à l'ouverture des plis ;
2	la non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis, d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente (excepté le cautionnement de soumission) ;

3	des fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou des pièces falsifiées.
Critères éliminatoires relatifs à l'offre technique	
1	l'absence de la déclaration sur l'honneur de non abandon des marchés au cours des trois (03) dernières années ;
2	le non-respect du format de fichier des offres pour les soumissions en lignes;
3	l'absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
4	de l'absence de la déclaration d'engagement au respect des clauses environnementales et sociales datée et signée ;
5	la non-conformité du mode de soumission ;
6	la présence d'informations financières dans l'offre technique;
7	L'absence des conditions d'acceptation du Marché (CCAP et TDR dûment paraphées sur chaque page et signées aux dernières pages avec la qualité du signataire et son tampon précédées de la mention « lu et approuvé »)
8	la note technique inférieure à 70 points sur 100 ;
Critères éliminatoires relatifs à l'offre financière	
1	l'absence d'un prix unitaire quantifié dans l'offre financière ;
2	l'absence d'un élément de l'offre financière (la soumission, les BPU, le DQE);
3	l'absence de l'offre financière témoin et scellé à remettre à l'ARMP ;

15.2- Critères essentiels

Les critères essentiels à la qualification des Compagnies d'Assurances porteront à titre indicatif sur :

Critères essentiels	Notation (points)
Présentation générale de l'offre	02
Compréhension de la mission, Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR, Planning	20
Références du soumissionnaire	20
Compétence et qualification du personnel proposé	48
Moyens techniques et matériel	10
TOTAL	100

Le seuil de qualification des offres techniques pour chaque offre est fixé à 70 points sur 100.

Pour le calcul des scores financiers :

$$Sf = 100 \times Fm/F.$$

Les poids respectifs attribués aux propositions techniques et financières sont : T=0,7 et F=0,3.

La note globale définitive Ng de l'offre du soumissionnaire sera obtenue par formule :

$$NG = (Nt \times 0.70) + (Nf \times 0.30).$$

16- Mode d'attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre aura été évaluée la mieux disante par combinaison des critères techniques financiers.

17- Nombre maximum de lots

La prestation est en lot unique.

18- Durée de validité des offres

Les soumissionnaires restent engagés par leur offre pendant 90 jours pour à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables auprès du **Service des Marchés, du Patrimoine et des Approvisionnements (SMPA), au siège de l'APME, sis à Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, B.P : 35 186 Yaoundé, Tél : 242 04 82 55/696 00 57 96** ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> ou tout autre moyen de communication électronique indiqué par le Maître d'Ouvrage.

20 - Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de tentative de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics(MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48, Ou le MO/MOD au numéro (237) 222 23 73 16 / 222 23 73 17.

Fait à Yaoundé, le ..1..0..JUN 2025

Le Directeur Général,

AMPLIATIONS :

- MINMAP
- ARMP/JDM
- P/CIPM/APME
- Archives



Jean Marie Louis Badjo

REPUBLIQUE DU CAMEROUN
Paix – Travail – Patrie

AGENCE DE PROMOTION
DES PETITES ET MOYENNES
ENTREPRISES

DIRECTION GENERALE

COMMISSION INTERNE DE PASSATION
DES MARCHES



REPUBLIC OF CAMEROON
Peace – Work – Fatherland

SMALL AND MEDIUM SIZED
ENTERPRISES PROMOTION AGENCY

GENERAL DIRECTORATE

INTERNAL TENDERS BOARD

25-0000004 RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
No. 0000004/AONR/APME/CIPM/2025 OF 10 JUN 2025

RELATING TO THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO CARRY OUT A STUDY
ON BUSINESS-TO-BUSINESS EXCHANGES (IN EMERGENCY PROCEDURE).

FINANCING: SMEPA BUDGET, 2025 FINANCIAL YEAR

1- **1-Purpose of the call for tenders**

The Director General of the Small & Medium-sized Enterprises Promotion Agency (SMEPA), Project Owner, is hereby launching a National Restricted Call for Tenders relating to the recruitment of a consultant to carry out a study on business-to-business exchanges (in emergency procedure), for the 2025 financial year.

2- **Consistency of works**

The services provided shall cover the following tasks:

- Drawing up an inventory of the types and qualities of existing business-to-business relationships;
- Shedding light on the cartography of public and private structures capable of offering services as intermediaries or facilitators of business-to-business exchanges at national and international levels, to draw lessons from them and the key factors for success;
- Map the range of goods and services likely to be exchanged between companies (SMEs and LEs (Large Enterprises), SMEs and SMEs), and highlight the needs in terms of exchanges of goods and services between them;
- Capture the level of attraction and aversion of Cameroonian companies to this type of transaction, identify the main limiting factors and propose possible solutions;
- Propose performance indicators.

3- **Phases/Allotment**

The services are provided in a single lot

4- **Estimated cost**

The estimated cost of the study, after preliminary studies, shall be twelve million five hundred thousand (12,500,000) CFA francs, including all tax.

5- **Provisional deadline for completion of services**

The maximum deadline given by the Project Owner for the complete execution of this project is be six (6) months.

6- Participation and origin

Participation in this call for tenders is restricted to the BET/Consultants selected at the end of the Notice of expression of interest No. 25-002 /ASMI/APME/DG/DRHFM/SMPA/2025 of 1st April 2025, published in the (ARMP) Public Contracts Board's Journal.

This Invitation to Tender is therefore addressed to the following service providers:

No.	Firm	Address
1	AYILA'AGENCY	PO Box: Yaoundé, Tel: 697 37 75 46
2	Ets EMERGENCE	PO Box: Yaoundé, Tel: 699 74 53 89
3	RESILIENCE SARL	PO Box: Yaoundé, Tel: 691 19 97 19

7- Financing

The services covered by this Restricted National Invitation to Tender shall be financed by SMEPA's 2025 Financial Year budget, on budget line No. 40 501–670 110.

8- Submission method

The submission method chosen for this consultation shall be online submission.

9- Tender bond

Each tenderer must enclose with his/her administrative documents, a tender bond, paid in hand, issued by a body or financial institution approved by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contracts, the list of which appears in Exhibit 14 of the Tender Documents and which shall remain valid for 30 days beyond the deadline for the validity of tenders. The amount of this tender bond shall be two hundred thousand and fifty thousand (250,000) FCFA.

The tender bond shall be accompanied by a deposit receipt issued by the Deposits and Consignments Fund (CDEC) during the bid opening session. The absence of any of these documents when the bid opening session shall result in the outright rejection of the Tender.

In the event of, and under the conditions required by the regulations in force, a bank cheque or certified cheque is produced instead of a bond, it must be made payable to the Deposits and Consignments Fund (CDEC) on behalf of the Director General of the National Port Authority (MO).

The absence of a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorised by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts shall result in the outright rejection of the tender. A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

10 – Consultation of the Tender File

The physical file may be consulted free of charge during working hours, as soon as this notice is published, at the Service of Public Procurement, Assets and Supply of SMEPA, located at Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, Tel: 242 04 82 55/696 00 57 96.

It can also be accessed online through the COLEPS page by the following addresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>, on the internet site of Public Contracts Board (www.armp.cm).

11 – Acquisition of the tender file

The hard copy of this tender file can be obtained during working hours from the the Public Contracts, Assets and Supply Service of the Small and Medium-sized Enterprises Promotion Agency, **Boulevard du Sultan NJOYA ; Tel. 242 04 82 55 upon presentation of a receipt for payment of a non-refundable sum of twenty thousand (20, 000) F CFA, in the special CAS-ARMP account opened at BICEC Bank.** The receipt shall specify the number of this Quotation Request.

It is also possible to obtain the electronic version of the tender dossier (DAO) by downloading it free of charge from the COLEPS platform available at the addresses indicated above. However, online submission shall be subject to the payment of the cost of purchasing the tender documents.

12- Submission of tenders

Each quotation must be written in French or English.

a) On-line submission method

Tenders must be drawn up in English or French.

Tenders must be submitted by the tenderer on the COLEPS platform no later than **12 noon on 10 of July 2025.**

By the same deadline as above, a backup copy of the tenders recorded on a USB key or CD/DVD must be sent in a sealed envelope clearly and legibly marked 'backup copy', as well as the physical version of the tender deposit accompanied with the receipt issued by the CDEC. The tender shall be accompanied by a receipt and marked:

125-00000004
No. 125-00000004
RESTRICTED NATIONAL CALL FOR TENDERS
/AONR/APME/CIPM/2025 OF 10 JUN 2025
RELATING TO THE RECRUITMENT OF A CONSULTANT TO CARRY OUT A STUDY
ON BUSINESS-TO-BUSINESS EXCHANGES, IN EMERGENCY PROCEDURE.
"To be opened only during the bid-opening session".

b) 9- Size and format of files

For online submission via the COLPES platform, the maximum size of the documents that shall be uploaded on the platform and being part of the tenderer's bid are as follows:

- 5 MB for the Administrative Bid;
- 15 MB for the Technical Bid;
- 5 MB for the Financial Bid;

Bids must be submitted in the following formats:

- PDF format for text documents;
- JPEG for images.

Candidates must use compression software to reduce the size of the files to be transmitted.

13- Admissibility of tenders

The administrative documents, the technical offer and the financial offer must be placed in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following shall not be deemed admissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing information on the identity of the tenderers;
- Envelopes received after the deadline (date & time reserved) for submission;
- Bids without any indication of the identity of the tenderer;
- Bids that do not comply with the method of submission;

- Failure to comply with the number of copies indicated in the Special Conditions of Tender (RPAO) or offer in copies only;

Any tender which is incomplete in accordance with the provisions of the Tender File shall be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a body or financial institution approved by the Minister in charge of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts or failure to comply with the model documents in the Tender File shall result in the outright rejection of the bid without any appeal. A bid bond that is not stamped, is not accompanied by the CDEC receipt or has no connection with the consultation concerned will be considered to be absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

A bid bond produced but having no connection with the consultation concerned shall be considered as absent. A bid bond presented by a tenderer during the tender opening session is inadmissible.

14- Opening of tenders

The tenders shall be opened in two stages.

The opening of the tenders containing the administrative and technical documents shall take place on **10 of July 2025 at 1:00 PM**, local time, done by SMEPA's Internal Tenders' Board in the Meeting Room of the institution, in the presence of the tenderers or their representatives (one representative per tenderer) duly authorised and with full knowledge of the file.

The opening of the financial offers shall take place after the technical evaluation and shall concern only the tenderers who have obtained a technical score equal to or higher than the qualification threshold.

On pain of rejection, the documents in the administrative file required must be produced in originals or in copies certified as true by the issuing department or competent administrative authority, in accordance with the provisions of the **Special Conditions to Tender (RPAO)**. **These documents must be less than three (3) months old from the original date of submission of the file or have been drawn up after the date of signature of the invitation to tender.**

In the event of the absence or non-conformity of any document in the administrative file when the tenders are opened after a period of 48 hours granted by the Commission, the bid shall be rejected.

15 – Evaluation criteria

Evaluation criteria shall be as follows:

15.1- Eliminary criteria

The eliminary criteria shall set the minimum conditions to be met in order to be admitted to the evaluation according to the essential criteria. These shall include:

Eliminary criteria relating to the administrative file	
1	Absence or non-conformity of the stamped bid bond when the bids are opened;
2	Failure to produce, after a period of 48 hours following the opening of bids, a document in the administrative file deemed to be non-compliant or missing (with the exception of the bid bond);
3	False declarations, fraudulent manoeuvres or falsified documents.
Eliminary criteria relating to the technical offer	
1	Absence of a declaration on honour that contracts have not been abandoned in the last three (3) years;
2	Non-compliance with the tender file format for online submissions;

3	Absence of a dated and signed integrity charter;
4	Absence of a dated and signed declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
5	Non-compliance with the submission method
6	Presence of financial information in the technical offer;
7	Absence of Conditions of Acceptance of the Contract (CCAP and ToR duly initialled on each page and signed on the last pages with the capacity of the signatory and his/her stamp preceded by the words 'read and approved')
8	Technical score below 70 points out of 100;
Eliminatory criteria relating to the financial offer	
1	Absence of a quantified unit price in the financial offer;
2	Absence of an element of the financial offer (tender, Unit Price Schedule, Breakdown of Estimated Quantities);
3	Absence of the sealed sample copy of the financial offer to be forwarded to the Public Contract Regulatory Agency (ARMP) ;

15.2- Essential criteria

The essential criteria for the qualification of Insurance Companies shall relate, by way of indication, to:

Essential criteria	Scoring (points)
General presentation of the offer	02
Understanding of the assignment, Proposed methodology in line with the ToR, Planning	20
References of the tenderer	20
Competence and qualifications of proposed staff	48
Technical resources and equipment	10
TOTAL	100

The qualification threshold for technical offers for each bid is set at 70 Points 100.

To calculate financial scores:

$$FS = 100 \times Fm/F.$$

The respective weights assigned to the technical and financial proposals are: T=0,7 et F=0,3.

The final overall score (OS) of the tenderer's offer shall be obtained by this formula:

$$OS = (TS \times 0.70) + (FS \times 0.30).$$

16- Contract award method

The Project Owner shall award the contract to the bidder who has submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid has been evaluated as the best bid by combining the technical and financial criteria.

17- Maximum number of lots

The service provision shall be done in a single lot.

18- Period of validity of tenders

Tenderers remain bound by their offer for 90 days from the initial deadline set for the submission of offers.

19- Additional information

Additional information may be obtained during working hours from the **Service of Public Contracts, Assets, and Supply (SMPA)**, at **SMEPA Head Office, Tsinga, Boulevard du Sultan NJOYA, PO Box : 35186 Yaoundé**, Tel: 242 04 82 55/696 00 57 96 or online through the **COLEPS** page via the addresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> or any other electronic means of communication indicated by the Project Owner.

20 - Fight against corruption and dangerous practices

To report any practices, facts or acts of tantamount to corruption, please call CONAC on 1517, the Public Procurement Authority (MINMAP) (SMS or call) on: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48, Or the PO/DPO via the numbers (237) 222 23 73 16 / 222 23 73 17.

Done in Yaounde, on **10 JUIN 2025**

The Director General



Copies Forwarded to:

- MINMAP ;
- ARMP/MDN
- P/CIPM/SMEPA
- Archives